

CHAPITRE 7. — *Disposition finale*

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

La Ministre de l'Intégration sociale
K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-2332 (2021/2022)

Compte rendu intégral : 9 décembre 2021

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepaling*

Deze wet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

De Minister Maatschappelijke Integratie
K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-2332 (2021/2022)

Integraal Verslag : 9 december 2021

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/22602]

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralités

Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz sont fixées par l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (dénommé ci-après « arrêté royal 4G »).

En 2011, des droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz (2500-2690 MHz) ont été attribués à Proximus, Orange Belgium (à l'époque Mobistar), Telenet Group (à l'époque Base Company) et Dense Air Belgium (à l'époque BUCD). Le 1^{er} octobre 2020, l'IBPT a attribué une cinquième autorisation 4G dans la bande 2600 MHz (spectre qui n'avait pas été attribué en 2012) à Citymesh.

Le spectre que peut détenir un groupe pertinent dans la bande 2,6 GHz est actuellement limité à 20 MHz duplex.

Lors de la consultation publique de l'IBPT du 7 novembre 2014 relative au spectre pour les communications mobiles publiques, plusieurs contributeurs ont plaidé pour une augmentation du « spectrum cap ».

Au moment de la rédaction de l'arrêté royal 4G en 2010, la Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, était en vigueur. Conformément à cette directive, les États membres pouvaient fixer des règles pour prévenir la thésaurisation de fréquences, notamment en établissant des délais impératifs pour l'exploitation effective des droits d'utilisation par leur titulaire et en appliquant des sanctions, y compris des sanctions financières ou le retrait des droits d'utilisation, en cas de non-respect des délais. Ce principe a depuis lors été repris à l'article 47.1 de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après le « code des communications électroniques européen ») qui prévoit que les conditions dont est assortie

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/22602]

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

De voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 4G-koninklijk besluit").

In 2011 werden gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band (2500-2690 MHz) toegewezen aan Proximus, Orange Belgium (toen Mobistar), Telenet Group (toen Base Company) en Dense Air Belgium (toen BUCD). Op 1 oktober 2020 heeft het BIPT een vijfde 4G-vergunning in de 2600MHz-band toegewezen (spectrum dat in 2012 niet was toegewezen) aan Citymesh.

Het spectrum dat een relevante groep kan houden in de 2,6 GHz-band is momenteel beperkt tot 20 MHz duplex.

Tijdens de openbare raadpleging van het BIPT van 7 november 2014 betreffende het spectrum voor de openbare mobiele communicatie hebben verscheidene bijdragers gepleit voor een verhoging van de "spectrum cap".

Ten tijde van het opstellen van het 4G-koninklijk besluit in 2010 was Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten van kracht. Conform deze richtlijn mochten de lidstaten voorschriften vaststellen om hamsteren van spectrum te voorkomen, met name door strikte termijnen te bepalen waarbinnen de gebruiksrechten door de houder van de rechten daadwerkelijk moeten worden geëxploiteerd en door sancties toe te passen, met inbegrip van geldboetes of intrekking van de gebruiksrechten indien de termijnen niet werden nageleefd. Dit principe werd sindsdien overgenomen in artikel 47.1 van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie") dat bepaalt dat in

l'utilisation du spectre radioélectrique précisent le délai éventuel pour exercer les droits d'utilisation, dont le non-respect donnerait le droit de retirer les droits d'utilisation.

Pour la bande 2,6 GHz, il était prévu en 2010 que l'IBPT puisse appliquer ces sanctions si les fréquences pour lesquelles les droits d'utilisation ont été obtenus ne sont pas mises en service dans les trois ans (article 9 de l'arrêté royal 4G). La durée de validité des droits d'utilisation de la bande 2,6 GHz a débuté le 1^{er} juillet 2012. Dans le cas de la bande 2,6 GHz, on estime qu'il ne s'agit pas de thésaurisation anticoncurrentielle du spectre. En effet, les opérateurs disposent encore d'une quantité suffisante de spectre dans les bandes inférieures pour satisfaire aux besoins actuels.

En outre, le gouvernement lors de la rédaction de l'arrêté royal 4G, comme les opérateurs lors du dépôt de leur candidature pour la mise aux enchères de la bande 2,6 GHz, ne pouvaient pas savoir à quel moment la bande 800 MHz serait mise à disposition. Sans cette bande 800 MHz, la bande 2,6 GHz se serait révélée nécessaire plus tôt afin de répondre aux besoins de la 4G.

Depuis 2015, il n'y a donc pas eu lieu de retirer les droits d'utilisation pour la bande 2,6 GHz.

Le présent arrêté apporte les modifications suivantes à l'arrêté royal 4G :

- une augmentation du « spectrum cap » jusqu'à 30 MHz ;
- une division de la bande de fréquences 2,6 GHz en blocs de 5 MHz afin de rendre la procédure d'attribution plus flexible ;
- la suppression de l'article 9 (possibilité pour l'IBPT de retirer les droits d'utilisation non utilisés après trois années) ;
- la possibilité pour l'IBPT de modifier la répartition du spectre entre opérateurs.

L'avis du Conseil d'État a été pris en compte.

En ce qui concerne la référence à l'avis de l'IBPT dans le préambule, seul l'avis le plus récent est mentionné étant donné qu'il remplace en fait le précédent.

Le 26 mai 2021, le Comité de concertation n'avait pas encore donné son accord concernant le projet de texte.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

Les deux premières modifications visent à diviser la bande de fréquences 2,6 GHz en blocs de 5 MHz afin de rendre la procédure d'attribution plus flexible.

La troisième modification vise à augmenter le « spectrum cap » jusqu'à 30 MHz.

La quatrième modification introduit des dispositions permettant à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), du Code des communications électroniques européen. L'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

Article 2

En vertu de l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, tel que modifié par la loi du 27 mars 2014, les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables et les obligations résultant d'accords internationaux pertinents ayant trait à l'utilisation de radiofréquences sont maintenant à fixer par l'IBPT.

Article 3

L'article 9 de l'arrêté royal 4G fixe ce qu'il faut entendre par délai raisonnable dans le cadre de l'application de l'article 18, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Avec la suppression de l'article 9, il revient à l'IBPT de fixer ce qu'il faut entendre par délai raisonnable, comme cela est prévu dans la loi.

Article 4

La référence à l'article 28, plutôt qu'à l'article 27, est une erreur dans l'arrêté royal adopté en 2010.

de voorwaarden betreffende het gebruik van radiospectrum de eventuele deadline voor de uitoefening van de gebruiksrechten wordt gespecificeerd en dat indien deze niet wordt nagekomen de gebruiksrechten kunnen worden ingetrokken.

Voor de 2,6 GHz-band is in 2010 bepaald dat het BIPT deze sancties kan toepassen indien de frequenties waarvoor gebruiksrechten werden verkregen niet binnen de drie jaar in dienst worden gesteld (artikel 9 van het 4G-koninklijk besluit). De periode van geldigheid van de gebruiksrechten van de 2,6 GHz-band is van start gegaan op 1 juli 2012. In het geval van de 2,6 GHz-band meent men dat het niet om concurrentieverstorend hamsteren van spectrum gaat. De operatoren beschikken immers nog over voldoende spectrum in de lagere banden om te voldoen aan hun huidige behoeften.

Bovendien kon de regering bij het opstellen van het 4G-koninklijk besluit, net zoals de operatoren bij de indiening van hun kandidatuur voor de veiling van de 2,6 GHz-band, niet weten op welk moment de 800MHz-band ter beschikking zou worden gesteld. Zonder die 800MHz-band zou de 2,6 GHz-band vroeger nodig zijn gebleken om te beantwoorden aan de 4G-behoeften.

Sinds 2015 is er dus geen reden om de gebruiksrechten voor de 2,6 GHz-band in te trekken.

Dit besluit brengt de volgende wijzigingen aan in het 4G-koninklijk besluit:

- een verhoging van de "spectrum cap" tot 30 MHz;
- een opsplitsing van de 2,6 GHz-frequentieband in blokken van 5 MHz om de gunningsprocedure flexibeler te maken;
- de schrapping van artikel 9 (mogelijkheid voor het BIPT om de gebruiksrechten in te trekken indien ze na drie jaar nog steeds niet worden gebruikt);
- de mogelijkheid voor het BIPT om de verdeling van het spectrum tussen operatoren te wijzigen.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Wat betreft de verwijzing naar het advies van het BIPT in de aanhef wordt enkel het meest recente advies vermeld aangezien dat in feite de vorige vervangt.

Op 26 mei 2021 gaf het Overlegcomité nog niet zijn akkoord over de ontwerptekst.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

De eerste twee wijzigingen beogen de 2,6 GHz-frequentieband op te splitsen in blokken van 5 MHz om de gunningsprocedure flexibeler te maken.

De derde wijziging beoogt om de "spectrum cap" te verhogen tot 30 MHz.

De vierde wijziging introduceert bepalingen op basis waarvan het BIPT de verdeling van de toegewezen kanalen kan wijzigen om het gebruik van het spectrum te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van het Europees wetboek voor elektronische communicatie. De aan het BIPT verleende machtiging moet ten uitvoer gebracht worden om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen.

Artikel 2

Krachtens artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals gewijzigd bij de wet van 27 maart 2014, worden de technische en operationele voorwaarden die zijn vereist om schadelijke storingen te vermijden en de verplichtingen die voortvloeien uit relevante internationale overeenkomsten inzake het gebruik van radiofrequenties voortaan vastgelegd door het BIPT.

Artikel 3

Artikel 9 van het 4G-koninklijk besluit bepaalt hoe een redelijke termijn dient te worden geïnterpreteerd in het kader van de toepassing van artikel 18, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Door de schrapping van artikel 9, is het aan het BIPT om te bepalen wat moet worden verstaan onder een redelijke termijn, zoals dat is vastgelegd in de wet.

Artikel 4

De verwijzing naar artikel 28 eerder dan naar artikel 27, is een fout in het koninklijk besluit dat werd aangenomen in 2010.

Article 5

La suppression de l'article 24, § 5 de l'arrêté royal 4G est une conséquence directe de la modification du « spectrum cap » pour la bande 2,6 GHz.

Vu les modifications apportées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal 4G, la durée des droits d'utilisation n'est plus connue au moment de la procédure de mise aux enchères. Pendant la procédure de mise aux enchères, les offres sont donc exprimées en euros par mois et ne peuvent par conséquent plus être un multiple de 10.000 euros.

Article 6

Voir commentaire à l'article 2.

Article 7

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

—————
Conseil d'État
section de législation

Avis 69.766/4 du 4 octobre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz'

Le 1^{er} juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 octobre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 octobre 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Artikel 5

De schrapping van artikel 24, § 5, van het 4G-koninklijk besluit is een rechtstreeks gevolg van de wijziging van de "spectrum cap" voor de 2,6 GHz-band.

Gezien de wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 3, § 1, eerste lid, van het 4G-koninklijk besluit, is de duur van gebruiksrechten niet langer bekend op het ogenblik van de veilingprocedure. Tijdens de veilingprocedure worden de biedingen dus uitgedrukt in euro per maand en kunnen ze dus niet langer een veelvoud zijn van 10.000 euro.

Artikel 6

Zie de commentaar bij artikel 2.

Artikel 7

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

—————
Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 69.766/4 van 4 oktober 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz'

Op 1 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 oktober 2021.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort du dossier transmis à la section de législation que l'analyse d'impact du projet réalisée en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative' a été réalisée le 10 novembre 2015.

Comme la section de législation l'a déjà souligné, l'accomplissement d'une formalité préalable à une date de loin antérieure à la saisine de la section de législation ne constitue pas en soi une difficulté.

Elle peut toutefois poser problème lorsque, entre l'accomplissement de la formalité et la saisine de la section de législation et à fortiori l'adoption du texte projeté, les circonstances de droit ou de fait ont changé ou présentent le risque de s'être modifiées.

Tel est le cas en l'espèce.

D'une part, dans un secteur où la technologie évolue de manière extrêmement rapide, la question se pose de savoir si les observations formulées à l'occasion d'une consultation publique réalisée six ans avant la saisine de la section de législation demeurent d'actualité, et si, le texte en projet n'appellerait pas d'autres observations que celles formulées il y a six ans.

D'autre part, le cadre juridique a subi des modifications profondes entre le moment où la consultation publique a été réalisée et la saisine de la section de législation. Ainsi, l'ensemble du cadre juridique européen en matière de communications électroniques, tel que défini par les directives, a été remplacé par la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 'établissant le code des communications électroniques européen' (ci-après « le Code »), lequel a abrogé les directives 2002/19/CE (1), 2002/20/CE (2), 2002/21/CE (3) et 2002/22/CE (4), avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant pour leur part tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020, en vertu des articles 124 et 125 de celui-ci. Or, comme exposé ci-après à l'observation générale I, les modifications apportées au cadre réglementaire européen sont loin d'être sans incidence, spécialement en ce qui concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique.

Au regard du contexte ainsi décrit, il convient de réaliser une nouvelle analyse d'impact.

OBSERVATIONS GÉNÉRALESCADRE JURIDIQUE ET FONDEMENT LÉGAL

1. L'arrêté en projet se situe dans un cadre plus général de réglementation des procédures et conditions d'octroi des autorisations du spectre radioélectrique conformément à la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques'.

À ce titre, des demandes d'avis portant sur cinq projets d'arrêtés royaux ont été introduites simultanément auprès de la section de législation.

Il s'agit des projets suivants :

- projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz' (sur lequel la section de législation a donné ce jour le présent avis) ;

- projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.767/4) ;

- projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400 3800 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.768/4) ;

- projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.769/4) ;

- projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.770/4).

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden blijkt dat de analyse van de impact van het ontwerp, die uitgevoerd is krachtens de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging', plaatsgevonden heeft op 10 november 2015.

Zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, vormt de vervulling van een voorafgaand vormvereiste op een datum die het moment van de adiëring van de afdeling Wetgeving lang voorafgaat, op zich geen bezwaar.

Dat kan echter wel een probleem opleveren wanneer tussen het tijdstip waarop het vormvereiste is vervuld en dat waarop de afdeling Wetgeving wordt geadieerd, en *a fortiori* dat waarop de ontworpen tekst wordt vastgesteld, de juridische of feitelijke omstandigheden veranderd zijn of wanneer de kans bestaat dat die juridische of feitelijke omstandigheden in die tussentijd veranderen.

Dat is *in casu* het geval.

Eenzijds rijst de vraag of in een sector waarin de technologie uiterst snel evolueert, de opmerkingen die zijn gemaakt ter gelegenheid van een openbare raadpleging die zes jaar voor de adiëring van de afdeling Wetgeving heeft plaatsgevonden, nog altijd gelden, en of de ontworpen tekst geen aanleiding zou geven tot andere opmerkingen dan die welke zes jaar geleden zijn geformuleerd.

Anderzijds heeft het wettelijke kader tussen het tijdstip waarop de openbare raadpleging heeft plaatsgevonden en het tijdstip waarop de afdeling Wetgeving is geadieerd, aanzienlijke wijzigingen ondergaan. Zo bijvoorbeeld werd het volledige Europese rechtskader inzake elektronische communicatie, zoals vastgelegd in de richtlijnen, vervangen door richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 'tot vaststelling van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie' (hierna: "het Wetboek") waarbij de richtlijnen 2002/19/EG (1), 2002/20/EG (2), 2002/21/EG (3) en 2002/22/EG (4) met ingang van 21 december 2020 werden ingetrokken, en dienden de lidstaten het Wetboek, krachtens de artikelen 124 en 125 ervan, uiterlijk op 21 december 2020 in intern recht om te zetten. Zoals hieronder in algemene opmerking 1 wordt uiteengezet, zijn de wijzigingen van het Europese regelgevingskader lang niet zonder gevolgen, inzonderheid wat de rechten voor het gebruik van het radiospectrum betreft.

Gelet op die context dient een nieuwe impactanalyse te worden uitgevoerd.

ALGEMENE OPMERKINGENJURIDISCH KADER EN RECHTSGROND

1. Het ontworpen besluit valt binnen een algemener kader tot regeling van de procedures en voorwaarden voor het verlenen van de vergunningen voor het radiospectrum overeenkomstig de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie'.

In dat verband werden aan de afdeling Wetgeving tegelijkertijd vijf aanvragen om advies over ontwerpen van koninklijk besluit voorgelegd.

Het gaat om de volgende ontwerpen:

- ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag dit advies heeft uitgebracht);

- ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.767/4 heeft uitgebracht);

- ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz band' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.768/4 heeft uitgebracht);

- ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.769/4 heeft uitgebracht);

- ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.770/4 heeft uitgebracht).

Dans toutes les bandes de fréquences concernées, l'octroi des droits d'utilisation n'est pas défini dans le cadre des conditions d'une « autorisation générale », c'est à dire, pour reprendre la définition de cette notion à l'article 2, 22), du Code, « un cadre juridique mis en place par [l'autorité], qui garantit le droit de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques et qui fixe les obligations propres au secteur pouvant s'appliquer à tous les types de réseaux et de services de communications électroniques, ou à certains d'entre eux [...] », mais dans un système où ces droits sont conférés à la suite de procédures de candidatures et de mises aux enchères, aboutissant à la délivrance d'autorisations individuelles octroyées aux opérateurs.

Les arrêtés en projet entendent tous se fonder sur les dispositions en vigueur de la loi du 13 juin 2005, spécialement et selon le cas, ses articles 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 et 51.

Cette loi vise à transposer les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE, 2002/22/CE et 2002/58/CE (5), qui constituaient, jusqu'à récemment, le cadre juridique européen en matière de communications électroniques.

À ce propos, il y a lieu d'avoir égard plus spécialement à la directive 2002/20/CE, dont l'article 5, paragraphe 1, qui avait trait aux droits d'utilisation des radiofréquences et des numéros, était rédigé comme suit :

« Lorsque cela est possible, notamment lorsque le risque de brouillage préjudiciable est négligeable, les États membres ne soumettent pas l'utilisation des radiofréquences à l'octroi de droits individuels d'utilisation, mais incluent les conditions d'utilisation de ces radiofréquences dans l'autorisation générale ».

2. Comme mentionné plus haut, le Code a abrogé les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE et 2002/22/CE, avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020.

Sur ce point, il convient de souligner que le Code, quel que soit son intitulé, n'est nullement une codification à droit constant des directives abrogées. Ainsi, si certaines dispositions qui figuraient dans ces directives ont été reprises telles quelles ou presque dans le Code, ce dernier comporte diverses modifications ou ajouts, qui ne sont pas de simple détail ou de pure forme.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE n'a pas été repris en tant que tel dans le Code. Son pendant est à trouver dans l'article 46, paragraphe 1, du Code, qui prévoit :

« Les États membres facilitent l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et limitent l'octroi de droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique aux situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés au deuxième alinéa. Dans tous les autres cas, ils établissent les conditions d'utilisation du spectre radioélectrique dans une autorisation générale.

À cette fin, les États membres déterminent le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation du spectre radioélectrique en tenant compte :

- a) des caractéristiques spécifiques du spectre radioélectrique concerné ;
- b) de la nécessité d'assurer la protection contre le brouillage préjudiciable ;
- c) du développement de conditions de partage du spectre radioélectrique fiables, le cas échéant ;
- d) de la nécessité d'assurer la qualité technique des communications ou du service ;
- e) des objectifs d'intérêt général fixés par les États membres conformément au droit de l'Union ;
- f) de la nécessité de préserver l'utilisation efficiente du spectre radioélectrique.

Lorsqu'ils examinent s'il y a lieu de délivrer des autorisations générales ou d'octroyer des droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique harmonisé, en tenant compte des mesures techniques d'application adoptées conformément à l'article 4 de la décision n° 676/2002/CE, les États membres s'efforcent de réduire au minimum les problèmes de brouillage préjudiciable, y compris dans les cas d'utilisation partagée du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels.

Voor al die frequentiebanden geldt dat de toekenning van de gebruiksrechten niet bepaald wordt in het kader van de voorwaarden van een "algemene machtiging", met andere woorden, zoals dat begrip is gedefinieerd in artikel 2, 22), van het Wetboek, een "regelgeving door [de autoriteit] waarbij rechten worden verleend voor het aanbieden van elektronischecomunicatienetwerken of -diensten en specifieke sectorgebonden verplichtingen worden vastgesteld die kunnen gelden voor alle of voor specifieke soorten elektronischecomunicatienetwerken en -diensten (...)", maar volgens een systeem waarin die rechten worden verleend na aanvraag- en veilingprocedures die leiden tot de afgifte van individuele vergunningen aan de operatoren.

Alle ontworpen besluiten zouden steunen op de geldende bepalingen van de wet van 13 juni 2005, meer in het bijzonder en naargelang van het geval op de artikelen 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 en 51.

Die wet strekt tot omzetting van de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG, 2002/22/EG en 2002/58/EG (5) die tot voor kort het Europese rechtskader voor elektronische communicatie vormden.

In dat verband dient meer in het bijzonder rekening te worden gehouden met richtlijn 2002/20/EG waarvan artikel 5, lid 1, dat betrekking had op de gebruiksrechten voor radiofrequenties en nummers, als volgt luidde:

"Waar mogelijk, in het bijzonder indien het gevaar van schadelijke interferentie te verwaarlozen is, onderwerpen de lidstaten het gebruik van radiofrequenties niet aan het verlenen van individuele gebruiksrechten, maar nemen zij de voorwaarden voor het gebruik van dergelijke radiofrequenties op in de algemene machtiging."

2. Zoals hierboven vermeld, werden bij het Wetboek de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG en 2002/22/EG ingetrokken met ingang van 21 december 2020 en dienden de lidstaten het Wetboek uiterlijk tegen 21 december 2020 om te zetten.

In dat verband dient te worden beklemtoond dat het Wetboek, ongeacht het opschrift ervan, geenszins een codificatie zonder inhoudelijke wijzigingen van de ingetrokken richtlijnen is. Ook al worden sommige bepalingen die in die richtlijnen voorkwamen, ongewijzigd of bijna ongewijzigd overgenomen, het Wetboek bevat verschillende wijzigingen of toevoegingen die noch loutere detailkwesies noch louter vormelijk zijn.

Zo bijvoorbeeld werd artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG niet als zodanig in het Wetboek opgenomen. De pendant ervan is te vinden in artikel 46, lid 1, van het Wetboek, dat luidt als volgt:

"De lidstaten vergemakkelijken het gebruik van radiospectrum, met inbegrip van gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigingen en zij beperken het verlenen van individuele gebruiksrechten voor radiospectrum tot situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om het efficiënt gebruik in het licht van de vraag te optimaliseren, rekening houdend met de in de tweede alinea vastgestelde criteria. In alle andere gevallen stellen zij de voorwaarden voor het gebruik van radiospectrum vast in een algemene machtiging.

Daartoe nemen de lidstaten een besluit inzake de meest geschikte regeling voor het machtigen van het gebruik van radiospectrum, rekening houdend met:

- a) de specifieke kenmerken van het betrokken radiospectrum;
- b) de noodzaak van bescherming tegen schadelijke interferentie;
- c) in voorkomend geval, de ontwikkeling van duidelijke voorwaarden voor gedeeld gebruik van radiospectrum;
- d) de noodzaak om de technische kwaliteit van communicatie of de dienst te verzekeren;
- e) andere doelstellingen van algemeen belang die door de lidstaten overeenkomstig het Unierecht worden bepaald;
- f) de noodzaak om een efficiënt radiospectrumgebruik te waarborgen.

Indien de lidstaten overwegen om een algemene machtiging of individuele gebruiksrechten voor het geharmoniseerde radiospectrum te verlenen, rekening houdend met de overeenkomstig Beschikking nr. 676/2002/EG vastgestelde technische uitvoeringsmaatregelen, spannen zij zich in om problemen in verband met schadelijke interferentie zoveel mogelijk te beperken, ook in gevallen van gedeeld gebruik van radiospectrum op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten.

Le cas échéant, les États membres examinent la possibilité d'autoriser l'utilisation du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels, compte tenu des effets probables de différentes combinaisons d'autorisations générales et de droits d'utilisation individuels ainsi que du passage progressif d'une catégorie à l'autre sur la concurrence, l'innovation et l'entrée sur le marché.

Les États membres s'efforcent de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible ».

3. La comparaison entre l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE et l'article 46, paragraphe 1, du Code, révèle un changement dans la conception du cadre et de la philosophie juridiques en matière d'attribution de droits d'utilisation de radiofréquences.

Alors que la directive 2002/20/CE envisageait que les États membres ne soumettent pas l'attribution des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à des autorisations individuelles « lorsque cela était possible », le Code impose aux États membres de faciliter l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et de limiter l'octroi de droits d'utilisation individuels aux seules situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés par le Code, et ce en examinant préalablement la possibilité de combiner autorisation générale et droits d'utilisation individuels tout en s'efforçant de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible.

Il s'ensuit que désormais, avant de recourir à un régime d'autorisations individuelles, les États membres doivent se livrer à une analyse, sur la base de différents critères, et doivent être à même de démontrer de manière approfondie et détaillée la nécessité de recourir à un tel régime.

4. Le 10 juin 2021, la section de législation a donné l'avis n° 69.166/4 sur un avant projet de loi « portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques ».

Cet avant-projet qui, comme son intitulé l'indique, entend assurer la transposition du Code, n'a pas encore été déposé sur le bureau de la Chambre des représentants.

Concernant les dispositions des cinq projets d'arrêtés soumis pour avis, la section de législation relève que les articles 48, 49, 54 et 59 de cet avant-projet de loi envisagent respectivement de modifier, dans une large mesure, les articles 13, 13/1, 18 et 20, de la loi du 13 juin 2005, tandis que les articles 74 et 92 du même avant-projet entendent modifier dans une moindre mesure les articles 30 et 51 de la même loi.

Par ailleurs, il convient d'avoir égard, en particulier, à l'article 50 de cet avant-projet, qui se donne pour objet d'insérer dans la loi du 13 juin 2005 une disposition nouvelle, étant l'article 13/2, lequel entend transposer l'article 46 du Code et, à ce titre, reprend largement le texte de cette disposition.

5. Il en résulte que les cinq projets d'arrêtés qui sont soumis pour avis à la section de législation se donnent pour fondement juridique des dispositions législatives qui sont appelées à être modifiées dans une large mesure.

Ces modifications revêtent une importance fondamentale et devraient en principe intervenir dans un avenir très proche, puisqu'elles visent à transposer une directive dont le délai de transposition a été fixé au 20 décembre 2020.

Dans un tel contexte, s'il n'appartient pas, à ce stade, à la section de législation d'examiner la conformité des dispositions en projet aux futures dispositions législatives qui seraient adoptées en vue de transposer le Code, il convient néanmoins d'attirer l'attention de leurs auteurs sur les risques juridiques qui sont attachés à un procédé consistant à adopter des dispositions réglementaires qui procurent exécution à des dispositions législatives appelées à être modifiées incessamment en vue de faire écho à des normes de droit européen dont le délai de transposition est expiré.

Indien gepast overwogen de lidstaten de mogelijkheid om machtigheden voor het gebruik van radiospectrum te verstrekken op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten, daarbij rekening houdend met de mogelijke effecten van verschillende combinaties algemene machtigheden en individuele gebruiksrechten, en van geleidelijke overgangen van de ene categorie naar de andere, op concurrentie, innovatie en markttoegang.

De lidstaten streven ernaar zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen."

3. Uit de vergelijking tussen artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG en artikel 46, lid 1, van het Wetboek blijkt dat de opzet van de regelgeving en de rechtsopvattingen inzake het verlenen van gebruiksrechten voor radiofrequenties zijn gewijzigd.

Terwijl richtlijn 2002/20/EG ervoor wilde zorgen dat de lidstaten, "waar mogelijk", de rechten voor het gebruik van het radiospectrum niet zouden toewijzen via het verlenen van individuele gebruiksrechten, verplicht het Wetboek de lidstaten ertoe het gebruik van het radiospectrum, met inbegrip van het gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigheden te vergemakkelijken en het verlenen van individuele gebruiksrechten te beperken tot de situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om de efficiëntie van dat gebruik te maximaliseren in het licht van de vraag en rekening houdend met de criteria die vervat zijn in het Wetboek, en dit door voorafgaandelijk de mogelijkheid te onderzoeken om de algemene machtiging te combineren met individuele gebruiksrechten en tegelijkertijd ernaar te streven zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen.

Daaruit volgt dat de lidstaten voortaan, alvorens gebruik te maken van een systeem van individuele vergunningen, een analyse moeten uitvoeren aan de hand van verschillende criteria en in staat moeten zijn om de noodzaak van een dergelijk systeem grondig en gedetailleerd aan te tonen.

4. Op 10 juni 2021 heeft de afdeling Wetgeving advies 69.166/4 uitgebracht over een voorontwerp van wet houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie'.

Dat voorontwerp, dat zoals het opschrift ervan aangeeft, de omzetting van het Wetboek beoogt, werd nog niet ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Met betrekking tot de bepalingen van de vijf om advies voorgelegde ontwerpen van besluit merkt de afdeling Wetgeving op dat de artikelen 48, 49, 54 en 59 van dat voorontwerp van wet voorzien in een verregaande wijziging van respectievelijk de artikelen 13, 13/1, 18 en 20 van de wet van 13 juni 2005, terwijl de artikelen 74 en 92 van datzelfde voorontwerp ertoe strekken de artikelen 30 en 51 van dezelfde wet minder verregaand te wijzigen.

Daarnaast dient inzonderheid rekening te worden gehouden met artikel 50 van dat voorontwerp, dat ertoe strekt in de wet van 13 juni 2005 een nieuwe bepaling op te nemen, namelijk artikel 13/2 dat strekt tot omzetting van artikel 46 van het Wetboek en daartoe de tekst van die bepaling grotendeels overneemt.

5. Daaruit volgt dat de vijf ontwerpen van besluit die om advies zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving, rechtsgrond ontlennen aan wettelijke bepalingen die verregaand zullen worden gewijzigd.

Die wijzigingen zijn van fundamenteel belang en zouden in beginsel in de zeer nabije toekomst moeten plaatsvinden, aangezien ze ertoe strekken een richtlijn om te zetten waarvoor de omzettingstermijn liep tot 20 december 2020.

Hoewel het in dit stadium niet aan de afdeling Wetgeving staat om in een dergelijke context te onderzoeken of de ontworpen bepalingen in overeenstemming zijn met de toekomstige wettelijke bepalingen die met het oog op de omzetting van het Wetboek zouden worden aangenomen, dient de aandacht van de stellers ervan te worden gevestigd op de juridische risico's die zijn verbonden aan een handelswijze die erin bestaat verordenende bepalingen aan te nemen die uitvoering geven aan wetsbepalingen die binnenkort worden gewijzigd teneinde tegemoet te komen aan Europeesrechtelijke normen waarvoor de omzettingstermijn is verstreken.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRESINTITULÉ ET NUMÉROTATION

Selon son intitulé, l'arrêté en projet entend modifier l'arrêté royal du 18 janvier 2001 'fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération'.

Par ailleurs, les 7 articles du projet sont numérotés 17 à 23.

Comme l'a confirmé la déléguée de la Ministre, dans une version précédente, le texte en projet entendait effectivement modifier l'arrêté royal du 18 janvier 2001, en ses articles 1^{er} à 16.

Ce premier projet a toutefois été modifié et le projet soumis pour avis à la section de législation, qui a été préalablement délibéré en Conseil des Ministres, ne modifie plus l'arrêté royal du 18 janvier 2001, cet arrêté étant abrogé par le projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz' (n° 69.770/4).

Par conséquent, d'une part, à l'intitulé, les mots « l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et » seront omis et, d'autre part, les articles 17 à 23 du projet seront renumérotés 1^{er} à 7.

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de mentionner également la modification apportée à l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005, par la loi du 31 juillet 2017. Le préambule sera complété en conséquence.

2. Il ressort des informations communiquées par la déléguée de la Ministre que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT ») a soumis le texte projet à une nouvelle consultation publique qui s'est tenue du 16 juillet au 31 août 2021.

L'alinéa 3 mentionnera également cette consultation.

3. À l'alinéa 5, il convient de mentionner les avis donnés par l'IBPT, sur le texte en projet, le 7 janvier et le 12 mai 2021.

4. Le Comité de concertation a donné son accord sur le texte en projet le 26 mai 2021.

L'alinéa 9 sera complété aux fins de mentionner cette date.

DISPOSITIFArticle 17 (à renuméroter 1^{er})

Aux fins de mieux définir l'habilitation conférée à l'IBPT par le paragraphe 4 de la disposition à l'examen et de garantir sa conformité avec l'article 13 de la loi du 13 juin 2005, ainsi qu'avec l'article 3 du Code, spécialement son paragraphe 2.c), évoqués dans le rapport au Roi, il convient de compléter ce paragraphe en vue de mentionner que l'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

Article 23 (à renuméroter 7)

Dans la version française, les mots « La ministre » seront remplacés par les mots « Le ministre », le mot « ministre » étant épïcène (6).

LE GREFFIER,
Anne Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRESIDENT,
Martine BAGUET

Notes

(1) Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive « accès »)'.
(2) Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « autorisation »)'.
(3) Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « cadre »)'.
(4) Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel »)'.
(5) Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « autorisation »)'.
(6) Le mot « ministre » est un mot épïcène, c'est-à-dire qu'il peut désigner à la fois un homme et une femme.

BIJZONDERE OPMERKINGENOPSCHRIFT EN NUMMERING

Volgens het opschrift van het ontworpen besluit strekt het tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 'tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie'.

Bovendien zijn aan de zeven artikelen van het ontwerp de nummers 17 tot 23 toegekend.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, werden in een vorige versie van het ontwerp inderdaad de artikelen 1 tot 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 gewijzigd.

Dat eerste ontwerp is echter gewijzigd en het ontwerp dat om advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd en waarover voorafgaandelijk in de Ministerraad overleg is gepleegd, brengt geen wijzigingen meer aan in het koninklijk besluit van 18 januari 2001 aangezien dat besluit wordt opgeheven bij het ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz' (nr. 69.770/4).

Bijgevolg moeten enerzijds de woorden "het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie" uit het opschrift worden weggelaten, en anderzijds de artikelen 17 tot 23 van het ontwerp vernummerd worden tot de artikelen 1 tot 7.

AANHEF

1. In het eerste lid dient ook de wijziging te worden vermeld die bij de wet van 31 juli 2017 is aangebracht in artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005. De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Uit de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft meegedeeld, blijkt dat het Belgische Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna: "het BIPT") over de ontwerpstekst een nieuwe openbare raadpleging heeft gehouden die van 16 juli tot 31 augustus 2021 liep.

Die raadpleging moet ook in het derde lid worden vermeld.

3. In het vijfde lid dienen de adviezen te worden vermeld die het BIPT op 7 januari en 12 mei 2021 over de ontworpen tekst heeft gegeven.

4. Het Overlegcomité heeft op 26 mei 2021 zijn goedkeuring gehecht aan de ontwerpstekst.

Het negende lid moet met die datum worden aangevuld.

DISPOSITIEFArtikel 17 (te vernummeren tot 1)

Teneinde de machtiging die bij paragraaf 4 van de voorliggende bepaling aan het BIPT wordt verleend, beter te omschrijven en te garanderen dat ze in overeenstemming is met artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 en met artikel 3 van het Wetboek, in het bijzonder met lid 2, c) ervan, die in het verslag aan de Koning ter sprake komen, dient die paragraaf te worden aangevuld teneinde te vermelden dat de aan het BIPT verleende machtiging ten uitvoer moet worden gelegd om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van het radio-spectrum te bevorderen.

Artikel 23 (te vernummeren tot 7)

In de Franse tekst moeten de woorden "La ministre" worden vervangen door de woorden "Le ministre" aangezien het woord "ministre" gemeenschaptig is (6).

DE GRIFFIER,

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

DE VOORZITTER,

Martine BAGUET

Nota's

(1) Richtlijn 2002/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de toegang tot en interconnectie van elektronische-communicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten (Toegangsrichtlijn)'.
(2) Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn)'.
(3) Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn)'.
(4) Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Universeledienstrichtlijn)'.
(5) Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn)'.
(6) Het woord "ministre" is een gemeenschaptig woord, dat wil zeggen dat het zowel voor mannen als voor vrouwen kan worden gebruikt.

(5) Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 'concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques)'.

(6) Principes de technique législative Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst.consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167.

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012, par la loi du 27 mars 2014 et par la loi du 31 juillet 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz ;

Vu la consultation publique organisée par le Conseil de l'IBPT à la demande de la ministre des télécommunications concernant le cadre réglementaire pour l'organisation d'une mise aux enchères multibandes, qui s'est déroulée du 16 juillet au 31 août 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2015, le 21 décembre 2015, le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018, le 14 décembre 2020 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2016 et le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;

Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 et du 22 octobre au 29 octobre 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de concertation du 24 novembre 2021 ;

Vu l'avis 69766/4 du Conseil d'État, donné le 4 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 22 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Télécommunications et sur l'avis des Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « six blocs » sont remplacés par les mots « quatorze blocs » ;

b) les 1° à 6° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° 2500-2505 MHz et 2620-2625 MHz

2° 2505-2510 MHz et 2625-2630 MHz

3° 2510-2515 MHz et 2630-2635 MHz

4° 2515-2520 MHz et 2635-2640 MHz

5° 2520-2525 MHz et 2640-2645 MHz

6° 2525-2530 MHz et 2645-2650 MHz

7° 2530-2535 MHz et 2650-2655 MHz

8° 2535-2540 MHz et 2655-2660 MHz

9° 2540-2545 MHz et 2660-2665 MHz

10° 2545-2550 MHz et 2665-2670 MHz

11° 2550-2555 MHz et 2670-2675 MHz

(5) Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 'betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie)'.

(6) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst.consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167.

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, bij de wet van 27 maart 2014 en bij de wet van 31 juli 2017 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz ;

Gelet op de openbare raadpleging georganiseerd door de Raad van het BIPT op verzoek van de minister van Telecommunicatie betreffende het regelgevingskader voor de organisatie van een multibandveiling, die heeft plaatsgevonden van 16 juli tot 31 augustus 2021 ;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd conform de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2015, 21 december 2015, 22 december 2017, 9 januari 2018, 14 december 2020 en op 19 oktober 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 maart 2016 en 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020 en op 19 oktober 2021 ;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021 ;

Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 en van 22 oktober tot 29 oktober 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie ;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité van 24 november 2021 ;

Gelet op het advies 69766/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 22 oktober 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "zes frequentieblokken" worden vervangen door de woorden "veertien frequentieblokken" ;

b) de bepalingen onder 1° tot 6° worden vervangen als volgt :

"1° 2500-2505 MHz en 2620-2625 MHz

2° 2505-2510 MHz en 2625-2630 MHz

3° 2510-2515 MHz en 2630-2635 MHz

4° 2515-2520 MHz en 2635-2640 MHz

5° 2520-2525 MHz en 2640-2645 MHz

6° 2525-2530 MHz en 2645-2650 MHz

7° 2530-2535 MHz en 2650-2655 MHz

8° 2535-2540 MHz en 2655-2660 MHz

9° 2540-2545 MHz en 2660-2665 MHz

10° 2545-2550 MHz en 2665-2670 MHz

11° 2550-2555 MHz en 2670-2675 MHz

12° 2555-2560 MHz et 2675-2680 MHz
13° 2560-2565 MHz et 2680-2685 MHz
14° 2565-2570 MHz et 2685-2690 MHz » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En dérogation à l'alinéa 1^{er}, si lors d'une procédure d'octroi des droits d'utilisation, le nombre de candidats jugés recevables conformément à l'article 17 est tel que la totalité du spectre disponible ne peut être octroyé, un groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 2500-2570 et 2620-2690 MHz. ».

4° l'article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique, dans des délais et dans des proportions raisonnables. ».

Art. 2. L'article 6, § 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 23, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 28 » sont remplacés par les mots « article 27 ».

Art. 5. Dans l'article 24 du même arrêté, les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

Art. 6. L'annexe du même arrêté est abrogée.

Art. 7. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

12° 2555-2560 MHz en 2675-2680 MHz

13° 2560-2565 MHz en 2680-2685 MHz

14° 2565-2570 MHz en 2685-2690 MHz”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, indien het aantal kandidaten die ontvankelijk worden bevonden conform artikel 17 tijdens een procedure tot toekenning van gebruiksrechten dusdanig is dat niet het volledige beschikbare spectrum kan worden toegewezen, dan mag een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 2500-2570 en 2620-2690 MHz.”

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7 luidend als volgt:

“§ 7. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.”

Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 23, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 28” vervangen door de woorden “artikel 27”.

Art. 5. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 4 en 5 opgeheven.

Art. 6. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/22603]

**28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal concernant l'accès
radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralité

Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz, également appelée “bande 1400 MHz” ou “bande L”.

La bande 1452-1479.5 MHz est identifiée pour la radio numérique terrestre (T-DAB) depuis les années 90. La bande 1452-1479.5 MHz n'a cependant jamais été utilisée pour la radio numérique terrestre.

La bande 1452-1492 MHz a été standardisée comme bande SDL (“Supplementary downlink”) pour la technologie 4G/LTE. Une bande SDL est une bande non appariée qui est agrégée avec une bande appariée pour obtenir de la capacité supplémentaire dans la voie descendante. Cette bande de fréquences ne peut donc a priori convenir qu'à un opérateur mobile qui dispose déjà d'autres bandes de fréquences 4G/LTE.

Les travaux du 3GPP (3rd Generation Partnership Project) pour la standardisation de l'entiereté de la bande 1427-1517 MHz devraient permettre une diffusion rapide de terminaux compatibles étant donné le nombre de terminaux supportant d'ores et déjà la bande 1452-1492 MHz.

La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/22603]

**28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende
radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 1427-1517 MHz, de zogenaamde “1400 MHz-band” of “L-band”.

De 1452-1479.5 MHz-band is sinds de jaren 90 aangeduid voor terrestrische digitale radio (T-DAB). De 1452-1479.5 MHz-band werd evenwel nooit gebruikt voor terrestrische digitale radio.

De 1452-1492 MHz werd gestandaardiseerd als SDL-band (“Supplementary downlink”) voor de 4G/LTE-technologie. Een SDL-band is een niet-gepaarde band die wordt samengevoegd met een gepaarde band om bijkomende downstreamcapaciteit te krijgen. Deze frequentieband mag dus a priori slechts toekomen aan een mobiele operator die reeds over andere 4G/LTE-frequentiebanden beschikt.

De werkzaamheden van de 3GPP (3rd Generation Partnership Project) voor de standaardisering van de volledige 1427-1517 MHz-band zouden een snelle verdeling van compatibele eindtoestellen moeten mogelijk maken gezien het aantal eindtoestellen die reeds de 1452-1492 MHz-band ondersteunen.

De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te